

Qui veut la peau de Guadeloupe formation ?

ÉCRIT PAR DES SALARIÉS DE GUADELOUPE FORMATION /
LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM

7 février 2025



Pointe-à-Pitre. Le 7 février 2025. Des salariés indignés

À la suite de l'article d'enquête du Courrier de Guadeloupe sur les défaillances dans la gestion de Guadeloupe formation paru le vendredi 31 janvier, un groupe de salariés de Guadeloupe formation a fait parvenir au journal un texte qui confirme en tous points les informations publiées. Le Courrier de Guadeloupe a pu authentifier les auteurs du texte dont nous ne révélerons pas l'identité. Ce témoignage est un cri de détresse, un appel à l'aide d'un personnel complètement désorienté face à tant d'incurie. Le Courrier de

Guadeloupe publie dans son intégralité ce témoignage authentique qui ne fait que renforcer les éléments mis à jour par notre enquête.

Les faits

Les actions de formation sur le site de Roujol ont drastiquement diminué. En 3 ans, nous sommes passés d'environ 1 000 stagiaires formés par an à moins de 300 aujourd'hui, faute de moyens et de volonté à communiquer sur nos missions et programmes.

À titre d'exemple, le Pôle BTP est entièrement à l'arrêt alors que nous avons des formateurs experts, en mesure de former nos jeunes Guadeloupéens, avec des budgets infimes.

Tous ceux formés dans notre structure ont été insérés à l'issue de leurs formations et participent aujourd'hui activement au développement économique de notre territoire.

Les entreprises du BTP nous contactent régulièrement afin de nous réclamer de nouveaux stagiaires, car elles sont satisfaites de nos précédentes promotions reconnues pour leurs compétences sur le marché du travail.

Cependant, pour des raisons obscures qui nous échappent, nous sommes maintenus dans l'incapacité de répondre à ces demandes de formation, compte tenu des éléments précités.

Ce constat pour le pôle BTP est le même pour l'ensemble des secteurs...

Le cas de l'École de la 2e Chance

Nous avons été informés qu'un rapport d'audit a été transmis au directeur de la structure en octobre 2024, pointant un certain nombre d'anomalies, et lui donnant un délai pour proposer un plan d'action visant à corriger les dysfonctionnements.

Les points d'alerte qui nous ont été communiqués par des agents, portent notamment sur :

Les mauvaises conditions de travail ;

L'absence de moyens de communication : pas de téléphone, pas de site internet, voire pas d'internet du tout pendant plusieurs mois ;

La plateforme d'apprentissage numérique ne fonctionne plus ;

Les ordinateurs sont complètement obsolètes ;

Le plan d'action qui devait porter correction de ces dysfonctionnements, ne satisfaisant pas les membres de la commission d'audit, a été refusé car ne correspondant pas aux attentes et ne répondant pas aux exigences mentionnées lors du premier refus.

Par conséquent, le label E2C a été retiré à l'École de la 2e chance, qui désormais ne figure plus sur la cartographie des E2C sur le plan national, faisant de la Guadeloupe le seul Dom non représenté !

Il est à noter que l'organisme certificateur n'avait déjà pas été payé en 2023, et ne l'a pas été non plus pour 2024 comme l'a souligné le président

de Région lors d'une interview sur nos médias.

Pour l'ensemble des établissements

Il est à préciser que le CIST (centre interprofessionnel médecine du travail) n'a pas été payée pendant plusieurs mois. Alors que nous avons des agents en grande souffrance psychologique avec un développement assez inquiétant de pathologies physiques liées à un burn-out depuis plusieurs années se traduisant par des maux de tête fréquents, voire permanents chez certains agents, des troubles du sommeil, un stress latent, et des pathologies bien plus lourdes mettant la vie des agents en danger.

Tout cela à cause de cet ennui mortifère quotidien généré par l'absence de travail. Malgré nos recherches permanentes de solutions et de propositions pour des raisons qui nous échappent encore, celles-ci n'ont jamais été pleinement prises en compte par la Direction générale.

Pendant des années, le personnel a financé lui-même son matériel, les photocopies et les impressions nécessaires au travail afin de pouvoir continuer à travailler et essayer de dépasser tous les blocages tentant de les empêcher de former nos jeunes. Car nous avons beaucoup de jeunes en difficulté ayant besoin d'être formés et fuyant désormais le territoire faute de pouvoir trouver des moyens d'évoluer vers l'emploi.

Les conditions de travail qui sont les nôtres aujourd'hui, ne permettent plus au personnel de remplir correctement ses missions. Il convient tout de même de rappeler que Guadeloupe Formation, grâce à la compétence et à l'expertise de ses formateurs, réalisait pour certaines actions, entre 80 et 100 % de réussite aux examens jusqu'en 2021, malgré la crise du Covid 19 !

Bon nombre de nos anciens stagiaires occupent aujourd'hui des postes de direction ou d'encadrement et sont maintenant nos relais pour l'insertion des stagiaires nouvellement formés. Au fil du temps, nous avons constitué un réseau de professionnels prouvant, s'il en était encore besoin, notre légitimité professionnelle en tant qu'acteur majeur de la formation sur le territoire.

Petit rappel fondamental

Guadeloupe Formation, Établissement public administratif, a encore des contrats de droit privé, avec des bulletins de paie à en-tête d'établissement public. Il semblerait que le préfet ait fait injonction à l'établissement de réaliser la transposition des contrats au premier trimestre 2024, transposition toujours pas réalisée à ce jour...

Nous déplorons par ailleurs le problème qui persiste dans le traitement de la rémunération des stagiaires qui, faute de subventions versées dans des délais convenables, continuent de subir d'importants retards de paiement de leurs indemnités.

Cet état de fait qui perdure impacte fortement leur processus de formation, tout en contribuant à dégrader notre image malgré d'excellents taux de réussite aux examens. Nous attendons une réponse claire de la part de la direction générale et de la gouvernance, pour sortir de ce marasme, et espérer des jours meilleurs pour nous, et singulièrement pour tous les Guadeloupéens en attente et en besoin de formation.